

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 89 (1948), p. 64-80

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1948__89__64_0

© Société de statistique de Paris, 1948, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

Chances de l'Économie française, par M. Alfred SAUVY. Presses Universitaires de France, Paris 1946, 254 p.

Il n'est pas trop tard pour parler de ce livre : loin de diminuer, son actualité n'a fait que s'accroître depuis sa publication. L'expérience lui a apporté, en effet, sur bien des points de singulières justifications. Mais surtout la doctrine qu'il contient n'a rien perdu de son caractère de nouveauté : elle est exposée selon des méthodes particulières — elle développe, d'une manière parfois paradoxale, une théorie nouvelle de la planification — on peut en tirer, enfin, une philosophie originale.

La forme et la méthode. — Contrairement à tant d'autres traités d'économie,

ce livre est d'un abord facile; il se lit couramment, et la plupart du temps avec agrément. La langue en est aisée, le style alerte, les traits d'esprit et les descriptions pittoresques abondent, et son auteur semble avoir pris plaisir à l'écrire. Il trouve parfois une verve de pamphlétaire pour attaquer certains types sociaux dont il dénonce avec une impitoyable ironie l'inutilité ou le rôle néfaste. On songe, en particulier, aux malheureux contrôleurs des dépenses engagées, dont le portrait définitif a été tracé en des pages courtelinesques.

Cet ouvrage est ainsi accessible à tous, et ce n'est certes pas là le moindre éloge que l'on puisse lui décerner. L'usage des données numériques, chez M. Sauvy, est particulièrement remarquable : les chiffres n'interviennent que rarement, mais ils sont alors choisis avec un tel discernement, ils apportent des preuves tellement évidentes à l'appui du raisonnement, que l'on s'étonne, et que l'on est presque irrité de ne pas s'en être plus tôt aperçu. Une aussi parfaite maîtrise dans le maniement de l'appareil statistique est, à notre connaissance, unique en son genre. Elle fournit en tout cas une base singulièrement solide à l'exposé des thèses, exposé lui-même toujours descriptif.

Rien d'abstrait en effet dans ce livre où l'observation de la réalité reste toujours la préoccupation essentielle. Elle s'accompagne d'un effort pénétrant d'analyse qui, au delà du fait proprement historique, c'est-à-dire de nature à frapper l'opinion, dégage le fait économique, dont l'importance peut sembler quelquefois secondaire, mais qui engage parfois la tradition d'un pays. C'est ainsi que l'établissement du contrôle des changes en 1939, bien que passé presque inaperçu à l'époque, constitue un événement d'une portée considérable qui marque le début d'une nouvelle période de l'histoire économique, et de l'histoire tout court, de la France.

C'est que, conformément à une théorie dont l'exposé figure déjà dans l'essai antérieur sur « la conjoncture et la prévision économique », le diagnostic explicatif ne concorde généralement pas avec celui de l'opinion publique. La représentation dite politique de la réalité constitue la plupart du temps une déformation; les facteurs qui la conditionnent sont ordinairement passionnels; ils se situent donc en marge du rationnel, dans lequel il est du reste possible qu'on les intègre un jour, grâce à une information éclairée et intelligente, appuyée sur une documentation solidement établie par des organismes d'études statistique et économique réorganisés.

Mais, de toute manière, il importe de tenir compte des réactions de cette opinion publique et de son évolution qui constituent des facteurs constitutifs de la réalité. Procéder autrement serait se condamner à n'effectuer qu'une analyse abstraite, éloignée des faits positifs, dont tous les éléments, et non seulement quelques-uns arbitrairement choisis, doivent servir à l'établissement de la conjoncture. Il y a à un rejet très net des méthodes abstraites et « Chances de l'économie française » est tout le contraire d'un ouvrage doctrinal, en ce sens qu'il ne se réfère à aucune donnée *a priori*; il contient seulement une « théorie en voie de formation », permettant d'interpréter d'une manière actuellement valable une réalité qui fait l'objet de continuelles variations. L'examen des faits seuls permet de poser les énoncés d'un certain

nombre de problèmes qui caractérisent l'état actuel de l'économie française. Les solutions de ces problèmes constituent les « chances » de cette économie; valables aujourd'hui, elles peuvent ne plus l'être demain; le choix même du titre de l'ouvrage traduit l'aspect fugitif de leur valeur.

Ce primat de l'historicité est exclusif de tout emploi de modèles économiques invariables dans l'exposé des thèses; l'observation porte toujours sur du concret. Mais l'usage de la méthode descriptive n'est pas limitée aux conclusions que l'on en peut tirer. L'expérimentation intervient elle aussi, sous la forme originale que permet de lui donner l'imagination de l'auteur qui prend plaisir, à maintes reprises, à changer le cours de l'histoire pour se demander ce qui serait advenu, ou ce qui adviendrait si... D'où l'extrême pittoresque, mais aussi le danger de certains passages. Il convient, en effet, de ne pas trop se laisser persuader par l'évidence qui provient d'un emploi quelquefois hasardeux du raisonnement dit « passage à la limite ». Un exemple fera mieux comprendre le sens de cette critique :

On désire, à un certain moment, montrer que le progrès crée plus de besoins que de moyens de les satisfaire : supposons ainsi que l'on invente une super-pénicilline capable d'accroître la vie moyenne de six mois ou un an, mais à la fabrication de laquelle devrait se consacrer le tiers de la population : le budget des collectivités serait évidemment épuisé par cette découverte, et le bien-être général s'en trouverait rapidement diminué. A la vérité, il semble bien impossible que cela se produise jamais : il faudrait pour cela supposer que le progrès technique, à un certain moment, puisse s'effectuer dans une seule direction (en l'espèce celle de l'invention de cette super-pénicilline), alors qu'il est bien établi qu'il a lieu simultanément dans un grand nombre de domaines; l'équilibre sans cesse remis en question est ainsi sans cesse rétabli. C'est ainsi que le développement, si prodigieux, des moyens de transports, en une ou deux générations, ne semble s'être accompagné d'aucun appauvrissement général. Bien au contraire.

Cette réserve faite — et elle est légère — on ne sera que plus à l'aise pour louer M. Sauvy d'avoir voulu mettre ses exceptionnelles qualités d'imagination au service d'un remarquable esprit critique. Devant toutes sortes de notions, communément acceptées, parce que leurs fausses clartés les faisaient sembler évidentes, il s'interroge et mène une enquête afin de savoir si, en pensant différemment, on n'aboutirait pas à des conclusions plus riches de sens. C'est ainsi qu'il met en lumière le peu de clarté de certains concepts comme celui du salaire minimum vital, dont la valeur est surtout publicitaire. Replacées ainsi dans leur véritable éclairage, toutes ces notions revêtent une signification bien différente de celle qu'on leur prête d'ordinaire. On aimerait pouvoir s'étendre plus sur l'intérêt, à notre avis, considérable, de l'effort de critique constructive ainsi entrepris.

Il n'est pas facile en définitive, de donner un nom à la méthode de recherche et d'exposition employée dans cet ouvrage. Certes, elle s'apparente à la méthode descriptive, en ce sens qu'elle n'abandonne jamais l'observation de la réalité, même très actuelle. Mais elle n'hésite pas à la dépasser si besoin est, en pratiquant une véritable expérimentation idéale, grâce à des facultés inventives qui font en même temps l'extrême pittoresque et le danger de certains passages.

Tout ceci dénote une technique très personnelle, qu'il serait vain de vouloir classer sous une rubrique déjà utilisée.

Une nouvelle théorie de la planification. — La soumission aux faits guide, en même temps que la méthode, l'orientation de cette recherche. Ainsi la première question qui se pose est-elle celle-ci : « Du moment que le changement est inévitable, ne vaut-il pas mieux améliorer l'instrument de demain, plutôt que prolonger celui qu'il faudra tôt ou tard abandonner ? » La réponse est évidemment positive, mais, de même qu'il avait été impossible de donner un nom déjà usité à la méthode de cet ouvrage, il s'avère impossible de l'enfermer dans le dilemme désormais banal du libéralisme et du dirigisme.

En premier lieu, l'économie libérale est désormais périmée, car on se refuse à en accepter les contraintes, et à se livrer à la lutte pour la vie qui en constituait le moteur, c'est-à-dire à la concurrence sans frein. L'évolution des idées, les besoins croissants de sécurité sociale conduisent à adopter des formes nouvelles d'économie, fondées sur le mariage du collectivisme et de la propriété privée. Il faut leur trouver à leur tour un moteur; celui-ci ne saurait être la contrainte policière ou administrative du dirigisme actuel, contrainte qui s'avère inopérante dans notre société, et qui n'a pu, depuis qu'elle est appliquée sur une grande échelle, que faire office de frein, jamais d'accélérateur.

C'est là qu'intervient une des thèses les plus originales de l'auteur : au lieu de contrarier la nature, il faut la servir; au lieu de prétendre diriger l'économie à l'encontre des intérêts personnels ou collectifs, par des règlements d'une efficacité douteuse, l'action planificatrice doit se donner pour tâche de susciter l'intérêt et la concurrence, mais d'une manière ordonnée, et toujours dans le sens d'un développement plus grand de la production; le principal consiste à « déguiser la contrainte d'un vêtement libéral ». C'est ainsi qu'il est de l'intérêt des mineurs d'abandonner leur métier peu attrayant et dangereux; mais cet abandon se traduit pour la société par une diminution sensible du bien-être collectif; faut-il recourir à des méthodes de contrainte? obliger les hommes à effectuer un travail forcé? Il ne saurait en être question; du reste, le rendement s'en trouverait menacé. On élèvera donc leurs salaires, on leur offrira toutes sortes d'avantages en nature ou en espèces pour les inciter à rester dans leur profession, et pour favoriser le recrutement. Il convient de noter que l'augmentation immédiate des prix, provenant de l'octroi de ces avantages, sera compensée et au delà par l'accroissement de la production toute entière qui en résultera, et du niveau de vie qui s'accroîtra en conséquence.

La nouvelle politique ainsi définie est d'une efficacité certaine puisqu'elle va toujours dans le sens de l'intérêt, moteur irremplaçable de toute économie, qu'elle soit d'inspiration libérale ou dirigiste; il s'agit seulement de profiter de toutes les occasions propices pour susciter cet intérêt. Au fond, le conflit ne réside nullement entre la liberté et l'interventionnisme, mais entre ces deux formes de l'économie et une troisième qui réunit en elle tous leurs défauts conjugués sans emprunter aucune de leurs qualités, et qui est le dirigisme bureaucratique et paralysant. Les moyens dont on doit user pour mener cette action, qui n'est pas spontanée, insistons là-dessus, puisqu'un plan

préside à sa conception, mais qui vise à recréer dans des directions bien définies les conditions naturelles propices au développement de l'intérêt et de la concurrence, sont multiples, et varient selon les sujets auxquels elle s'applique. En voici quelques exemples :

En agriculture, le problème essentiel consiste à encourager la production, sans que la répartition des produits vitaux soit effectuée au bénéfice exclusif des plus offrants; l'institution du système du double prix légal permet de répondre heureusement à cette double exigence. L'industrie souffre d'un complexe malthusien qui l'empêche de profiter des conditions avantageuses que le progrès technique met à sa disposition : il faut élargir les marchés afin d'assurer la rentabilité des fabrications en grande série. L'étude de la fonction commerciale, entreprise dans un des chapitres les plus remarquables de l'ouvrage permet de constater que la structure actuelle de la distribution est viciée par suite d'un attachement injustifiable à des formes périmées et à des traditions sans objet; il convient, grâce à un grand effort de normalisation, d'augmenter le nombre des monopoles qui, seuls, permettent d'assurer un strict contrôle des prix; à côté du secteur dirigé, il existera un secteur libre fort étendu; la concurrence jouera à l'intérieur de ce dernier, mais elle jouera aussi entre les deux secteurs, et ainsi se trouvera heureusement résolu le paradoxe du commerce, dont tout l'art a consisté jusqu'ici à vendre cher les objets que le producteur cherche à fabriquer à des prix aussi bas que possible.

En matière économique, abondance et bien-être sont synonymes. Le but de l'action planificatrice est d'obtenir un accroissement substantiel de la production. La méthode consiste alors à choisir, dans chacune des branches de l'économie, le ou les endroits précis où un investissement d'importance relativement minime procurera plus tard une augmentation incomparablement plus élevée de l'activité productrice. « User ou créer », tel est le dilemme dans lequel, dès le début, nous sommes enfermés. Nous choisissons le deuxième terme, parce qu'il est évident que l'avenir est préférable au présent.

La recherche des points d'investissement se poursuit, en particulier, dans des secteurs où elle est d'ordinaire absolument négligée. C'est l'objet propre de la comptabilité nationale, à la réforme de laquelle nous sommes conviés, de ne laisser dans l'ombre aucun des éléments qui doivent figurer dans l'établissement de son bilan. Les éléments humains sont traditionnellement laissés de côté, et, dans les calculs de rentabilité on ne fait jamais entrer en ligne de compte les dépenses considérables des asiles d'aliénés, des hôpitaux, des sanas, qui occasionnent cependant des pertes extrêmement lourdes pour la production nationale. Il importe de rompre avec cette habitude, et de rendre aux questions d'ordre démographique l'importance qu'elles devraient normalement revêtir. Il faut, par tous les moyens, protéger l'enfance, sauvegarder l'avenir de la race et du pays par une politique systématique, par une action réaliste poursuivie partout sans défaillance. Certes, les remèdes abondent, mais le mal, ici, est redoutable; en effet, l'enfant n'est pas intéressant politiquement, il ne vote pas, et il faudra au législateur une singulière force d'âme pour entreprendre sa défense. Malgré tout, la vérité fait son chemin, et il se forme peu à peu un « climat moral » favorable à la

promulgation de mesures positives. Si nous pensons, comme l'auteur, que ce « climat moral » ne suffit pas à renverser les tendances, il faut cependant reconnaître qu'il facilite singulièrement la tâche.

Tout ceci évidemment se trouve conditionné par l'établissement d'un instrument d'observation qui fait encore grandement défaut, et qui est cependant indispensable : une politique économique cohérente, du genre de celle qui nous est présentée, ne saurait être menée dans l'obscurité; aussi bien lorsqu'il s'agit de choisir de nouveaux moteurs, que lorsqu'il s'agit de fixer les points d'investissement, il faut y voir clair. Mais la France est singulièrement en retard à cet égard. Cependant, la réforme est d'un intérêt si évident, elle serait si simple à effectuer que l'on finira bien par la réaliser, surtout si on lit auparavant les pages où M. Sauvy la préfigure avec une ardeur communicative.

La place de la doctrine. — En même temps que des remèdes à la crise actuelle, ce livre contient une philosophie originale qui permet de renouveler entièrement le sens de certaines notions, et procure à son auteur une place bien définie dans le courant de la pensée économique contemporaine : toutefois, M. Sauvy, n'a nulle part, à notre connaissance, fait un exposé explicite de cette philosophie.

On s'étonne peut-être de ne voir intervenir que rarement les considérations financières qui guident l'inspiration de la plupart des traités d'économie politique. Les spéculations relatives à la monnaie, au crédit et au taux de l'intérêt n'alourdissent aucun chapitre; nous sommes bien loin des préoccupations classiques, et aussi de celles de l'école anglaise contemporaine, pour qui ces problèmes revêtent au contraire une importance primordiale.

Mais si les questions de ce genre ne trouvent pas ici la place de choix qu'on leur réserve ailleurs, c'est qu'elles ne conservent plus grand sens actuellement, car une évolution récente les a reléguées au second plan (il semble que ce soit depuis l'instauration du contrôle des changes). En tout cas, une analyse psychologique fort bien venue nous démontre : d'abord que le Français épargne tout naturellement une part de ses revenus, ensuite qu'il aime à placer son argent en fonds d'État. L'inflation, qui sévit chez nous à l'état endémique, ne l'a jamais dégoûté de ces deux habitudes. Pourquoi cesseraient-elles de se manifester? Le problème du crédit ne doit pas se poser grâce, pourrait-on dire, à ce mal providentiel de l'inflation, pour lequel M. Sauvy manifeste une certaine indulgence, et qu'il n'est pas loin, à certains moments, de considérer comme l'un des meilleurs moteurs de l'économie.

Il y a là peut-être, d'une part, une confiance un peu injustifiée dans la tradition, et, d'autre part, dans les capacités financières de l'État. Ce dernier devient le grand dispensateur du crédit puisqu'il a été reconnu que le capitalisme n'est plus apte qu'à financer la consommation. Les difficultés auxquelles a dû faire face, à ce sujet, l'économie soviétique, montrent que le problème du crédit ne mérite pas d'être ainsi dédaigné. Il ne semble pas, en tout cas, que la solution en doive être cherchée dans une amélioration de la répartition des matières premières. Pour la direction de l'économie, l'outil financier dispose de larges avantages qui le feront toujours préférer aux autres, beaucoup moins souples et d'un maniement infiniment plus délicat.

De toute manière, les catégories monétaires sont loin de constituer ici, comme chez Keynes, le fondement de l'économie : « la monnaie n'est ni un but, ni une richesse ; le but est de produire ». Ainsi, c'est une théorie des valeurs réelles qui semble se substituer à la théorie des valeurs nominales. Retrouvons-nous J. B. Say et l'école classique, pour qui les produits ne s'échangent que contre des produits, la monnaie elle-même n'étant qu'un intermédiaire dénué de valeur intrinsèque ? Il n'en est rien. L'analyse de M. Sauvy comme celle de Keynes accorde une grande place à l'attrait que la valeur nominale de la monnaie exerce sur les individus. Les variations de la quantité de monnaie déterminent dans les deux cas d'importants changements dans le niveau général des prix. Par ailleurs elles exercent sur la répartition et sur la production une grande influence. Certes, chez l'auteur français, le taux de l'escompte n'est pas la clef du mouvement général des prix, mais Keynes, lui non plus, ne lui accorde pas une confiance illimitée, puisqu'il recommande d'énergiques opérations d'achat et de vente de titres, c'est-à-dire de simples procédés d'expansion et de contraction du volume de la monnaie pour suppléer le cas échéant à son action défailante.

Les divergences se situent sur le plan même de la définition du concept de prix. Dans « chances de l'économie française », on assiste à une dissociation de cette notion, et la théorie de l'unité des prix, qui eut si longtemps force de dogme, se trouve remplacée par une théorie des prix différenciés, vraiment bien difficile à intégrer dans les théories classiques. Il est remarquable de constater que le premier objectif à atteindre par ce moyen est d'assurer un meilleur fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande. Ainsi, le principe même de l'économie politique orthodoxe se trouve confisqué au profit d'une doctrine que l'on peut, à bon droit, qualifier de révolutionnaire. Y a-t-il là dedans, maintenant, de quoi fonder un système économique valable d'une manière permanente ? Cela semble plus discutable. Même en admettant que la pénurie dure encore quelques années, il arrivera bien un moment où elle disparaîtra grâce, en particulier, à l'action de ceux qui auront eu le bon esprit de s'inspirer des vues contenues dans « Chances de l'économie française ». Il semble qu'à ce moment le système du double prix ne sera plus justifié au stade de détail (ce qui ne signifie pas, insistons-y bien, que l'on doive du même coup renoncer aux avantages que procurent, pour la direction de l'économie, la coexistence de deux secteurs, l'un très libre, l'autre très contrôlé).

Ce qui subsistera, plus sûrement que la théorie de la valeur, c'est l'optimisme de production qui rend cet ouvrage si réconfortant à lire. Il constitue, en effet, d'un bout à l'autre, le meilleur des réquisitoires contre le malthusianisme, dont il dénonce partout les méfaits, et dont il trouve le fondement dans la limitation de l'expansion démographique. Le problème économique est ainsi lié de la manière la plus étroite au problème humain. A tout propos, le rôle essentiel joué par le renouvellement des générations se trouve souligné en des chapitres dont l'ordonnance ne présente rien de commun avec celle que l'on a coutume de trouver dans un ouvrage d'économie. Les positions, ici, sont maintenant trop connues pour qu'il soit utile d'y insister. Il suffira d'indiquer l'intérêt que présente pour l'économie politique l'intégration de la question démographique.

Enfin, l'ouvrage apporte une réponse positive à un débat déjà ancien, mais dont l'actualité avait récemment rebondi, à la suite de la publication du livre de F. A. Hayek « La route de la Servitude ». En voici les termes : quelles sont les répercussions possibles, sur le plan des libertés individuelles, de l'évolution, dite inéluctable, de l'économie dans le sens d'une planification de plus en plus poussée ? L'auteur autrichien voyait dans la suppression de la concurrence, telle qu'elle avait été réalisée en Allemagne, le résultat d'une politique délibérée qui avait entraîné rapidement la suppression de la liberté politique. L'intervention de l'État dans l'organisation de la vie économique serait ainsi exclusive de la démocratie et du régime parlementaire.

Mais le problème, ici, se pose en des termes tout différents : car la théorie de la planification n'entraîne à aucun moment, nous l'avons déjà vu, l'élimination de la concurrence, mais au contraire la fortifie dans le secteur qui lui est réservé. La liberté économique règne donc en un domaine fort étendu, et ainsi une voie nouvelle est tracée, qui permet la sauvegarde des libertés essentielles, tout en introduisant les principes d'ordre économique et de justice sociale auxquels aspirent les hommes qui répugnent à s'engager sur la route de la servitude, mais qui n'acceptent plus de revenir sur celle qu'ils ont abandonnée.

Henri LACROIX.

* * *

Le Mécanisme des prix et la structure de l'économie, par Jean MARCHAL. Librairie de Médecis, 1946. 250 pages.

Notre collègue Jean Marchal, lauréat du prix Mercet en 1944 pour son ouvrage sur les « Rendements fiscaux et Conjoncture, contribution à la théorie de la sensibilité des impôts », vient de publier une importante étude sur le mécanisme des prix, étude qui apporte d'intéressantes précisions sur le mode de formation des prix dans différents domaines de l'économie.

Il est particulièrement difficile d'analyser un ouvrage aussi riche d'idées générales et de remarques particulières sur les différents aspects du problème étudié.

Dans une première partie, M. Jean Marchal étudie le mécanisme des prix dans le domaine théorique de la concurrence parfaite.

Après avoir défini les conditions de la concurrence parfaite : *fluidité* de l'offre et de la demande (absence d'obstacle au déplacement des biens) et *atomicité* de la demande (grand nombre d'acheteurs et de vendeurs, dont chacun ne peut exercer d'action directe sur le marché), l'auteur étudie les composantes du prix : demande et offre dans leur interaction avec le prix et leur dépendance de divers facteurs : besoin, revenu, phénomènes de substitution, ainsi que l'influence des variations dans les goûts, les revenus ou la production sur la demande et l'offre. Ceci conduit l'auteur à distinguer le prix courant ou prix de courte période, valable à un instant donné pour un marché donné, du prix normal ou prix de longue période et de ses liaisons avec le coût de la production et le volume de la production, suivant les types d'entreprises.

M. Jean Marchal étudie ensuite l'articulation des marchés et après avoir défini les conditions pour qu'une liaison s'établisse entre deux marchés, il précise les différentes modes de liaison simple entre marchés et les conditions d'équilibre des marchés liés.

Cette première partie se termine par une étude de la rémunération des facteurs de

production et une étude historique et critique du développement des idées sur le rôle et les effets de la concurrence, au cours des deux derniers siècles.

Après avoir constaté le recul de la concurrence dans la lutte entre l'État, défenseur de l'intérêt général, et les monopoles, l'auteur étudie, dans la seconde partie, le mécanisme des prix dans le monde de la concurrence imparfaite.

L'examen de l'influence du défaut d'atomicité, ou du manque de fluidité conduit à une intéressante classification des principaux régimes de concurrence imparfaite qui sont étudiés en détail par la suite.

Tout d'abord le monopole simple — correspondant au cas d'un vendeur unique en présence d'une multitude d'acheteurs — est étudié au double point de vue : 1° de la formation des prix, compte tenu du coût de production et de la fluidité de la demande; 2° de ses relations avec le volume de la production, le volume de l'emploi et le taux des salaires.

Ensuite l'auteur étudie la concurrence monopolistique qui met en présence une offre et une demande également constituées par un grand nombre de personnes, mais dans l'hypothèse d'une offre fluide et d'une demande visqueuse; on trouvera dans ce chapitre une intéressante étude de l'influence de la publicité sur les courbes de demande.

Dans le chapitre suivant relatif au monopole bilatéral, l'auteur apporte des vues nouvelles sur le rôle de la confrontation des puissances financières des deux parties sur la formation du contrat.

L'étude du duopole et de l'oligopole donne lieu à d'intéressantes remarques sur les réactions relatives des vendeurs qui s'affrontent dans le but de se procurer le bénéfice maximum et qui, pour obtenir ce résultat peuvent choisir entre une politique de prix et une politique de quantité.

Enfin dans les deux derniers chapitres l'auteur étudie d'abord les régimes de restriction de la demande (cas d'un très petit nombre d'acheteurs en présence d'une multitude de vendeurs), puis les régimes de limitation double de l'offre et de la demande.

Dans ses conclusions, M. Marchal souligne les inconvénients de la concurrence imparfaite et précise le rôle et les devoirs de l'État en face des problèmes économiques.

Ce petit livre rempli d'idées neuves qui forcent à réfléchir est accompagné d'un grand nombre de graphiques qui schématisent, avec beaucoup d'habileté, les problèmes complexes traités par l'auteur.

Eugène MORICE.

La fonction statistique dans le contrôle de la gestion des entreprises, par M. Maurice MAREUSE, 1 vol. XI + 358 pp. Dunod, Paris, 1947.

Les éditions Dunod viennent de publier un important volume de M. Maurice Mareuse consacré au Contrôle de la gestion des entreprises avec une synthétique préface de notre éminent collègue André Dalsace. L'auteur assigne à la Statistique un rôle caractéristique qui ne peut laisser indifférent aucun des lecteurs du *Journal*.

M. Mareuse n'entend apporter aucune définition originale à la définition même de la statistique. Aussi son préfacien veut-il combler la lacune. Il en prend occasion en citant la définition que j'ai proposée jadis aux membres de notre Société (avril 1937). S'il admet que la statistique est « ...une discipline ou un faisceau de méthodes pour la détermination sur le plan de la connaissance approchée de certains ensembles ou masses de phénomènes... », il récuse la seconde partie de ma définition indiquant que le dessein poursuivi par les statisticiens était « de fournir aux spécialistes, soit des hypothèses de travail, soit une notion suffisante de la réalité leur permettant une action en général sommaire (du point de vue scientifique) sur ces ensembles ».

Il ne me paraît cependant pas douteux que le travail statistique prélude bien souvent à l'activité purement scientifique. C'est que l'investigation statistique a pour objet l'étude d'une masse de phénomènes plus ou moins indifférenciés et supposés homogènes par une au moins de leurs caractéristiques. C'est ainsi que dans ses premiers balbutiements (j'ai insisté longuement sur ce point dans mes communications à notre Société) la microphysique est essentiellement statistique, mais qu'elle tend de plus en plus, au fur et à mesure des précisions qu'elle a pu obtenir grâce à notre discipline, à devoir suivre du concret, c'est-à-dire à porter ses recherches non plus sur des masses, mais sur des unités, des grains de matière considérés en dehors de leur appartenance à des agrégats. L'évolution qui se produit actuellement est significative quand on reprend les premiers travaux et lorsqu'on les compare aux recherches des contemporains, telles celles de M. Louis Leprince-Ringuet. Peut-être M. Dalsace a-t-il forcé quelque peu une pensée en me faisant dire que tout travail statistique était orienté vers l'action. J'ai indiqué, en effet, deux orientations, l'une vers cette action essentiellement pratique, l'autre, qui reste sur le plan de la spéculation pure, constituée par un travail de création d'hypothèse. Dans ce dernier cas nous sommes dans le domaine de la connaissance approchée si magistralement analysée jadis par le philosophe Bachelard.

Autre point du sujet duquel nous différons d'avis, M. Dalsace et moi-même : la place de la comptabilité. La statistique a pour origine la comptabilité, écrit-il. C'est une comptabilité évoluée partant de données identiques mais traitées de façon plus savante. Ainsi la comptabilité est une branche élémentaire de la statistique. La raison de cette affiliation dans la pensée de l'auteur me paraît résider dans le fait que les deux disciplines sont à base de recensement. Classement et comptage seraient les caractéristiques communes. Mais j'ai essayé de montrer dans une récente communication (1946), que ces opérations si tant est qu'elles sont habituelles à la démarche statistique n'en sont pas un élément essentiel; elles peuvent faire défaut à tout le moins comme on les comprend habituellement. Un éminent économiste, doublé d'un remarquable statisticien, n'a pas été sans me donner raison (1). Nierai-je pour cela les affinités certaines qui me paraissent, pour d'autres causes, exister entre comptabilité et statistique? Dans l'un et l'autre cas, il y a appréciation de valeurs numériques; dans l'un, la comptabilité, il s'agit avant tout d'aboutir à une expression essentiellement économique, dans une monnaie étalon (une comptabilité-matière ne se déprend pas de cet idéal, sinon elle n'est qu'un simple comptage avec ou sans inventaire permanent et elle ne mérite pas l'appellation de comptabilité). L'intervention du symbole monétaire est ce qui constitue donc l'élément spécifique de toute comptabilité. Pour le surplus, la comptabilité peut aussi bien faire intervenir des calculs complexes, comme c'est le cas dans les entreprises d'assurances, spécialement à l'endroit des réserves mathématiques. Sans doute me rétorquera-t-on que ce n'est pas le comptable qui se livre aux indispensables calculs de probabilités, mais l'actuaire. Néanmoins le comptable tient compte de ces données élaborées par d'autres, comme en matière d'amortissement, et en cela je suis d'accord avec M. Dalsace.

Le lecteur du livre de M. Mareuse n'insistera pas sur ces attitudes doctrinales qui ont cependant bien et leur intérêt et leur importance lorsqu'il s'agit, comme en l'espèce, de disciplines déjà évoluées qui ont tendance chronique à déborder l'une sur l'autre. C'est en délimitant soigneusement le champ d'application des deux méthodes qu'on évitera tant de fâcheux quiproquos. C'est à cette détermination que nous avons voué nos exposés devant notre Société depuis plusieurs années déjà. Puissent ces matériaux permettre un jour venant de proposer une synthèse, simple relai dans l'évolution conceptuelle de la technique statistique.

Charles PENGLOU.

(1) Jean LHOMME, *Deux expressions statistiques de la réalité sociale : le total et la moyenne*. Revue d'Économie politique, janvier-février 1947, pp. 114-115.

Le Financement de la création de possibilités de travail, par le professeur E. BÖHLER, D^r de l'Institut de Recherches économiques de l'École polytechnique, 59 pp., Librairie F. Rouge et C^{ie} S. A., Lausanne.

Cet ouvrage rejoint par son objet les préoccupations exprimées par les Anglo-Saxons dans leurs différents plans de « plein emploi ». L'auteur pose le principe qu'en période de crise le plein emploi de la main-d'œuvre doit être assuré par des programmes de grands travaux. Ce principe ne présente évidemment plus d'originalité, et a donné lieu à une littérature abondante; mais si le principe est bien connu, son application s'est souvent avérée délicate et le financement des programmes de grands travaux a souvent rencontré des difficultés qui les ont rendu illusoirs comme remède contre le chômage. Le mérite de l'auteur est de s'attacher, presque exclusivement, à l'aspect financier du problème et de proposer des solutions qui paraîtront peut-être audacieuses aux économistes classiques mais qui ont du moins le mérite de la cohérence logique.

Le professeur E. Böhler s'élève contre la théorie traditionnelle selon laquelle l'État doit se comporter en période de crise comme un bon père de famille, c'est-à-dire restreindre ses dépenses quand ses recettes diminuent; cette façon de faire accentue encore la dépression économique et augmente le nombre des chômeurs. L'auteur estime qu'il n'est pas nécessaire que le budget de l'État soit équilibré chaque année; il suffit qu'il le soit pour un certain cycle d'années, l'État pouvant s'endetter délibérément en temps de crise afin de suppléer à l'insuffisance des placements de l'économie privée et amortir ses dettes au cours de prochaines années favorables.

En passant l'auteur note avec justesse que pour son pays, la Suisse, la reconstruction de l'Europe dévastée n'entraînera pas nécessairement une forte demande sur le marché suisse, et par conséquent le plein emploi; car les commandes de l'étranger dépendront en effet, dans une forte mesure, de l'ampleur des crédits que la Suisse pourra accorder.

Pour le financement de la création de possibilités de travail, le professeur E. Böhler oppose la méthode expansive, c'est-à-dire surtout par l'emprunt, à la méthode restrictive, c'est-à-dire par l'impôt. La première lui paraît seule logique, car si l'on prélevait de *nouveaux impôts*, on peut admettre que ces impôts seraient perçus en grande partie au détriment d'un pouvoir d'achat qui, sans cela, aurait contribué au maintien de l'activité d'un secteur économique déterminé; il y aurait simplement développement de l'emploi dans un secteur au détriment d'un autre.

Le professeur E. Böhler préconise donc que les ressources financières nécessaires à l'exécution des plans de grands travaux publics soient obtenus en premier lieu par l'emprunt; en second lieu, il devrait être recouru aux impôts normalement prélevés en vue d'amortir les dettes de l'État, le remboursement de ces dernières devant être suspendu totalement ou partiellement pendant la durée de la crise; en revanche le prélèvement de nouveaux impôts destinés à financer la création de possibilités de travail est irrationnel. Pour compléter ces mesures, la couverture des impôts, destinés à l'amortissement définitif des emprunts contractés en temps de crise pour financer les grands travaux devra être différée jusqu'au retour d'une situation économique favorable.

L'étude du professeur E. Böhler présente le financement du plein emploi sous un aspect qui, jusqu'à cette guerre, n'avait pas été envisagé d'une manière systématique: elle montre de plus qu'il existe en Suisse, pays qui a peu souffert de la guerre, de bons esprits qui se préoccupent des possibilités de crise et des conséquences pour leur pays de la situation économique à l'étranger, et particulièrement en Europe.

LEHOULIER.

LOT Ferdinand, membre de l'Institut. — *L'Art militaire et les Armées au Moyen Age en Europe et dans la Proche-Orient*, in-8, 2 vol., 464 et 506 p., 1947, Paris, Payot (Bibliothèque historique), 1.200 francs.

Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à l'époque romaine, in-8, 1946, Paris, Champion, 250 francs (1^{re} partie, *Sud-Est de la Gaule*).

La Gaule, in-16, 585 p., 1947, Paris, Fayard, 250 francs.

Ces trois ouvrages, par certains de leurs chapitres, importent essentiellement à nos études. Le premier démontre que le Moyen Age n'a connu que de petites armées (j'essaie de montrer dans la revue *Population* les conséquences que présente cette découverte pour la démographie historique), le second que les cités du Sud-Est de la Gaule étaient peu étendues et peu peuplées (conclusion valable pour tout le monde antique); dans le troisième, M. Lot attribue 20 millions d'habitants à la Gaule indépendante, plus grande que la France actuelle, et n'admet dans l'empire normand que des déplacements intérieurs de population, non une diminution du nombre des habitants. Si l'on ne pouvait insister dans le *Journal* sur toutes les nouveautés que présentent ces trois volumes, par exemple, une histoire émouvante de la conquête de la Gaule par César, on devait signaler aux démographes les trois plus récents ouvrages du prince des médiévistes français.

Jean BOURDON.

* * *

Les Indices des prix, par M. Robert FÉRON, 54 pp., éditions Riber, Paris.

Parmi les problèmes si divers de la statistique, celui de la représentation par un nombre unique, un « indice », de l'ensemble des prix d'un groupe de marchandises est sans doute un de ceux qui a retenu l'attention du plus grand nombre de chercheurs. M. Féron s'est proposé de présenter une synthèse des recherches effectuées dans ce domaine, de montrer les relations existant entre les diverses solutions proposées et de déterminer les problèmes particuliers auxquels répond chacune de ces solutions.

Après avoir rappelé les diverses définitions possibles des indices : indices simples, rapports de moyennes ou moyennes de rapports, indices pondérés, moyennes arithmétiques, géométriques, harmoniques, l'auteur aborde la question des indices budgétaires. Il montre que la définition d'un indice budgétaire repose sur le choix arbitraire d'une fonction de répartition, évalue la précision de cet indice et insiste, à juste titre, sur l'influence de la dispersion des prix. M. Féron traite ensuite de l'indice utilité, basé sur la théorie des choix; il indique un mode de calcul approché de cet indice pour un consommateur isolé, puis il évalue l'erreur commise et compare cet indice à l'indice géométrique.

Passant à l'indice monétaire, tel que l'a défini M. Divisia, l'auteur montre la relation qui existe entre celui-ci et l'indice utilité; il indique sommairement les méthodes de calcul de cet indice et l'évaluation de sa précision. M. Féron s'attache ensuite à l'indice médian, montrant la signification de la médiane des différents prix d'une même marchandise, puis étendant l'application de cet indice au cas de plusieurs marchandises.

On peut reprocher à l'auteur de ne pas toujours définir clairement les grandeurs et les symboles qu'il utilise et de ne pas mettre en évidence les formules pratiques qui servent à calculer les divers types d'indices et à apprécier leur précision. Mais cette étude est, avant tout, un travail théorique, et M. Féron n'a suggéré quelques applications pratiques que pour prouver que la multiplicité des formules d'indices de prix correspondait réellement à la multiplicité des problèmes que ces indices ont pour but de résoudre.

R. JANKELIOWITCH.

* *

Statistische Methoden für Naturwissenschaftler, Mediziner und Ingenieure, par M. Arthur LINDER, Verlag Birkhäuser, Basel, 1945, 1 vol. 17 × 25 cm de 150 pages.

M. A. Linder est professeur de Statistique Mathématique appliquée à l'Université de Genève, et dozent à l'« Eidgenössischen Technischen Hochschule » de Zürich.

Le très clair et très utile ouvrage dont il est l'auteur est, en langue allemande, sans doute le premier où soient exposées les méthodes modernes de la Statistique mathématique.

Un grand nombre de livres consacrés à ces questions se contentent généralement d'illustrer par des exemples concrets et numériques les règles à appliquer pour les estimations et les tests. Au contraire, M. Linder donne toutes les démonstrations mathématiques nécessaires. Il le fait généralement par la voie, plus courte et élégante, de la géométrie à n dimensions, employée avec tant de succès par R. A. Fisher, puis par quelques autres.

On peut résumer ainsi le contenu de cet excellent livre : une introduction, au sens propre du terme, indique les notions fondamentales, et les tâches fondamentales de la statistique. Le premier chapitre définit les caractéristiques de moyenne, de dispersion, de dépendance statistique.

Le deuxième chapitre traite des tests, dans les cas des grands et des petits échantillons, tests de moyennes et comparaisons de moyennes, de dispersions et comparaisons de dispersions.

Enfin, les tests de régression et de répartition.

Fondamentaux au point de vue pratique, ces chapitres sont illustrés de nombreuses applications numériques.

Le troisième chapitre est consacré à la théorie proprement dite de l'échantillonnage et comporte, comme nous l'avons dit, toutes les démonstrations des propriétés utilisées :

Loi du binome, de Poisson et de Laplace-Gauss, loi de répartition de X^2 (de Karl Pearson), de t (de Student-Fisher), de F (R. A. Fisher, Snédécour), avec toutes les interrelations que présentent à la limite les lois de probabilité de ces diverses grandeurs. A ces diverses lois de probabilité, sont rattachés les tests qu'elles permettent d'exécuter, en particulier le test du coefficient de corrélation, dont la loi de probabilité est étudiée par la méthode de R. A. Fisher.

A la fin de l'ouvrage on trouve les tables de :

La loi de Laplace-Gauss.

La loi de X^2 .

La loi de t .

La loi de F .

Enfin, une table de carrés des nombres de 1 à 999. On voit combien, sous un faible volume, l'expérience de l'auteur a rassemblé de notions utiles.

Il a laissé délibérément de côté des développements sur la théorie de l'estimation, sur les plans d'expériences (experimental design), sur la corrélation multiple.

En redisant le bien que je pense de ce très bon ouvrage, je voudrais exprimer le désir que l'auteur, à sa prochaine édition, développe un peu les idées générales qui sont à la base de la notion de test, en raison des applications toujours plus étendues que doivent faire les travailleurs des diverses disciplines auxquels ce livre est destiné.

G. DARMOIS.

* *

Cours de Statistique appliquée aux affaires. T IV : « Statistiques économiques générales : 2^o le coût des produits et des services (prix, salaires, capitaux); 3^o Conjoncture et prévision », par M. Michel HUBER. Un volume des *Actualités scientifiques et industrielles*, Hermann, Paris, 1946 (1).

La publication en cinq volumes du *Cours de statistique appliquée aux affaires* que notre ancien président, M. Michel Huber, a professé jusqu'en 1943-1944 à l'Institut de Statistique de l'Université de Paris, touche à sa fin. Tous les utilisateurs, tous les amis de la statistique se réjouiront d'avoir ainsi à leur disposition un instrument de travail extrêmement précieux. On n'oubliera pas que le cours de M. Huber était, en principe, destiné aux hommes d'affaires. Ceux-ci ne sont guère embarrassés quand il s'agit d'obtenir un renseignement particulier se rapportant à leur spécialité; ils connaissent en effet mieux que quiconque les revues, les journaux, les documents qu'il convient de consulter; en revanche, lorsqu'ils ont besoin d'une donnée économique d'ordre général (indices des prix, de la production, du cours des valeurs mobilières, etc.) il leur est permis d'ignorer les méthodes, d'hésiter sur la nature des publications et la valeur des chiffres. L'ouvrage de M. Huber sera pour eux un guide de premier ordre dans ces domaines.

La première partie de ce tome IV est consacrée au coût des produits et des services (prix, salaires, capitaux). Le chapitre I traite des prix et des indices des prix : prix de gros, prix de détail, comparaison des indices des prix de gros et des prix de détail, indices à buts spéciaux. La question est exposée ici du point de vue pratique uniquement; l'exposé théorique concernant les indices des prix a été fait dans le tome II (2) du cours de M. Huber (p. 87 à 120).

Le chapitre II est relatif au coût de la vie et aux budgets familiaux. Il contient un inventaire très complet des méthodes utilisées et des enquêtes effectuées en France et dans les principaux pays, avec un aperçu sur les études internationales récentes sur l'alimentation. Un développement intéressant est consacré aux comparaisons du coût de la vie dans le temps et dans l'espace, avec mention des travaux peu connus du russe Konüs.

Le chapitre III est celui des statistiques sociales et, en premier lieu, des salaires. M. Huber fait excellemment ressortir les différents aspects du salaire : comme élément du coût de la production, comme rémunération du travail et comme élément important du revenu national; il montre la nécessité de lier les statistiques des salaires horaires et celles des accessoires du salaire et de la durée du travail. Un paragraphe substantiel est consacré aux diverses déterminations du salaire réel. Le chapitre comporte un résumé des travaux de l'Institut international de Statistique et du Bureau international du Travail en la matière. Les autres statistiques sociales passées en revue concernent : les conditions du travail (conventions collectives, conflits du travail), l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la vie ouvrière (mutualité et assurances sociales).

Le chapitre IV (Statistiques financières) comprend près de 80 pages, où sont traités tour à tour : la formation et l'investissement des capitaux, les mouvements des capitaux à l'intérieur d'un pays, les mouvements internationaux des capitaux, les fortunes et les revenus, les finances publiques. Une très abondante bibliographie sur les statistiques financières termine cet important chapitre, dans lequel la contribution de la statistique générale à l'amélioration de ces statistiques est heureusement mise en lumière.

La seconde partie du tome IV groupe quatre chapitres sous le titre : « Conjoncture et prévision ». Le premier traite brièvement des crises et des cycles économiques. Le second résume les recherches sur la conjoncture; il contient l'énumération (à

(1) Il a été rendu compte des tomes précédents, en temps utile, dans le *Journal de la Société* : numéro de novembre-décembre 1943 pour le tome I; numéro de juillet-août 1944 pour le tome II; numéro de novembre-décembre 1945 pour le tome III.

(2) *Éléments de technique statistique*.

jour au moment de la guerre) des Instituts de recherche et des publications sur la conjoncture. Le troisième est consacré aux méthodes; on y trouve un résumé des travaux du Comité Harvard. Le dernier examine prudemment les bases possibles des essais de prévision dans le domaine économique. Il est suivi d'une bibliographie très détaillée. Une aussi rapide énumération ne saurait donner qu'une idée bien imparfaite du cours de M. Huber qui, en un nombre de pages relativement restreint, a su évoquer toutes les méthodes, recenser toutes les publications, indiquer les données numériques essentielles.

Une table alphabétique des noms d'auteurs et des principales matières facilite grandement la consultation de l'ouvrage.

R. RIVET.

* * *

Volkswirtschaftliche Voraussetzungen erfolgreicher Arbeitsbeschaffung, par le Dr Hans Böhi, A. Francke-A. G. -Verlag. Un vol. in-8°, 136 p., Berne, 1945.

En cette période d'après-guerre, la crainte du chômage hante beaucoup de gouvernements. Pour le combattre, le conseil fédéral suisse a fait établir un programme de plein emploi qui comporte toute une série de travaux publics ou privés, ces derniers étant subventionnés par l'État. Une proportion notable de ces projets est suffisamment en point pour qu'il soit possible, dans le cas où le chômage ferait son apparition, de stimuler rapidement l'activité du secteur économique « Construction » et d'y créer une demande assez forte de main-d'œuvre.

Mais la mise en œuvre d'un tel programme gouvernemental doit tenir compte de la situation de l'activité privée et s'aligner sur l'économie générale du pays. Cette dernière est, en effet, un tout vivant dans lequel tous les membres réagissent les uns sur les autres, et où tous les facteurs économiques tels que prix, salaires, commerce extérieur, échanges intérieurs exercent des influences réciproques. Des mesures tendant à un plein emploi de la main-d'œuvre agiront donc très fortement sur tous les facteurs économiques et inversement l'évolution propre de ces facteurs ne sera pas sans influence sur l'exécution d'un tel programme de travaux publics. Il en résulte qu'une intervention de l'État dans ce sens ne pourra réussir qu'à la condition de ne pas perturber gravement l'évolution de l'activité économique générale et de ne pas se trouver elle-même compromise par cette évolution.

Pour résoudre ces difficultés, l'Institut de Recherches économiques de l'École supérieure technique fédérale de Zürich a entrepris l'étude des hypothèses économiques et sociales qui conditionnent la réussite d'une politique de plein emploi de la main-d'œuvre. L'ouvrage du Dr Hans Böhi présente une partie des résultats de ces travaux.

L'étude dont il s'agit implique non seulement une connaissance approfondie des rapports qui existent entre les masses économiques les plus importantes mais aussi une compréhension parfaite des conditions d'équilibre d'un circuit économique non troublé. C'est pourquoi cette présentation des principales mesures politiques et conjoncturelles qui doivent assurer une résorption du chômage comporte d'abord une introduction théorique en deux chapitres. Le premier étudie le circuit économique, ses conditions d'équilibre, l'effet des perturbations apportées à cet équilibre et la place de l'État dans le circuit. Le second chapitre envisage les conditions d'évolution de l'activité économique privée : relations de prix avec l'étranger et à l'intérieur, équilibre entre la production et la demande, marché du crédit et mouvement du taux d'escompte. Le reste de l'ouvrage est consacré à l'exposé des problèmes pratiques. Après avoir exposé les conditions dans lesquelles un programme de création d'emploi peut avec le plus de certitude arriver à vaincre le chômage, il cherche à fixer les modalités d'exécution des travaux publics prévus à cet effet.

G. CHEVRY.

VI

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

DU 1^{er} DÉCEMBRE 1947 AU 30 JANVIER 1948

I. — Complément à la liste des publications périodiques. (Périodicité inférieure à une année)

FRANCE

Bulletin trimestriel de statistique.	Fédération nationale du Bâtiment	Trimestr.
Bulletin économique du C. P. A.	Chambre de Commerce de Paris	Mensuel.
Les études sociales.	Société d'Économie et des Sciences sociales	Trimestr.

ALLEMAGNE

Kieler Veröffentlichungen.	Institut d'économie mondiale de l'Université de Kiel	Irrégulier
Mouvement naturel de la population de la zone française d'occupation.	G. M. Z. F. O.	Trimestr.
Statistique industrielle mensuelle de la zone française d'occupation.	G. M. Z. F. O.	Mensuel.

AUTRICHE

Mitteilungen aus Statistik und Verwaltung der Stadt Wien.	Service Statistique de la ville de Vienne	Trimestr.
--	--	-----------

ÉTATS-UNIS

Dun's Review.	Dun and Bradstreet	Mensuel.
Monthly Labor Review.	Department of Labor	Mensuel.

ITALIE

Statistica.	Universités de Bologne. Padoue et Palerme.	Trimestr.
-------------	---	-----------

PAYS-BAS

The Way Ahead.		Trimestr.
----------------	--	-----------

II. — Publications nouvelles et autres publications officielles.

FRANCE

Activité professionnelle des femmes en France (Ined, cahier n° 5).		1 fasc.
Désirs des Français en matière d'habitation urbaine (Ined, cahier n° 3).		1 fasc.
Une possibilité d'immigration italienne en France (Ined, cahier n° 4).		1 fasc.
Statistiques du commerce extérieur des territoires français d'Outre-Mer.	1945	1 fasc.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Anuario estadístico (comercio exterior).	1944	1 vol.
--	------	--------

CANADA

Recensement de la population. Vol. 8 : Agriculture.	1941	2 vol.
---	------	--------

CHILI

The Chilean Development Corporation (publication du B. I. T.)		1 fasc.
--	--	---------



DANEMARK		
Statistique de la production industrielle	1946	1 vol.
ESPAGNE		
Anuario estadístico.	1945-1946	1 vol.
ÉTATS-UNIS		
Minerals Yearbook.	1945	1 vol.
Population : Fertility by duration of marriage.	1910 et 1940	1 vol.
Summary of International Vital Statistics.	1937-1944.	1 vol.
Vital Statistics.	1944.	2 vol.
Vital Statistics. — Special Reports.	1943 à 1946.	10 fasc.
FINLANDE		
Commerce extérieur.	1946.	1 vol.
GRANDE-BRETAGNE		
Transactions of the Manchester Statistical Society.	1940 à 1947.	18 fasc.
HONGRIE		
Variations du niveau de vie.	1939 à 1947.	1 fasc.
NORVÈGE		
Dette des communes.	1946	1 vol.
Grandes pêches maritimes.	1943	1 vol.
Répartition d'impôts.	1945-1946	1 vol.
Statistique des Banques privées et des Caisses d'Épargne.	1945	1 vol.
Statistique du Commerce.	1945.	1 vol.
Statistique des Chemins de fer.	1941 à 1945.	1 vol.
Statistique de la Criminalité.	1943 et 1944.	1 vol.
Statistique de l'Instruction publique.	1943-1944.	1 vol.
Statistique des Télégraphes et des Téléphones.	1945-1946.	1 vol.
NOUVELLES-GALLES DU SUD		
The Official Year Book.	1941-1943.	1 vol.
PALESTINE		
Statistical Abstract.	1944-1945.	1 vol.
PAYS-BAS		
Statistique du Mouvement de la population.	1941.	1 fasc.
POLOGNE		
Méthode d'estimation du coût de la vie.	1947.	1 fasc.
PORTUGAL		
Estatistica da Educaçao.	1945-1946.	1 vol.
Situaçao Bancaria.	1946.	1 vol.
SUÈDE		
Assistance aux Chômeurs à Stockholm.	1939 à 1944	6 fasc.
Annuaire statistique pour la ville de Stockholm.	1940 à 1944.	5 vol.
TCHÉCOSLOVAQUIE		
Enseignement primaire.	1946-1947.	1 fasc.
Enseignement supérieur.	1946-1947.	1 fasc.
Enseignement technique.	1945-1946.	1 fasc.
Trafic Fluvial.	1945.	1 fasc.